



## 14ème législature

|  |   |  |
|--|---|--|
| <b>Question N° :</b><br><b>5225</b>  | <b>De M. Jacques Bompard</b> ( Non inscrit - Vaucluse ) | <b>Question écrite</b>                             |
| <b>Ministère interrogé</b> > Premier ministre  |   | <b>Ministère attributaire</b> > Premier ministre   |
| <b>Rubrique</b> >État  | <b>Tête d'analyse</b><br>>gouvernement                  | <b>Analyse</b> > politique générale. orientations. |
| Question publiée au JO le : <b>25/09/2012</b><br>Date de changement d'attribution : <b>18/05/2017</b><br>Date de renouvellement : <b>08/01/2013</b><br>Date de renouvellement : <b>16/04/2013</b><br>Date de renouvellement : <b>23/07/2013</b><br>Date de renouvellement : <b>19/11/2013</b><br>Date de renouvellement : <b>11/03/2014</b><br>Date de renouvellement : <b>11/03/2014</b><br>Date de renouvellement : <b>08/07/2014</b><br>Question retirée le : <b>20/06/2017</b> (fin de mandat) |   |  |

### Texte de la question

M. Jacques Bompard attire l'attention de M. le Premier ministre sur les enquêtes d'opinion à propos du moral des Français. Certes, il ne s'agit que de sondages, mais tous indiquent nettement une détérioration du climat psychologique dans notre pays. La crise financière, la hausse du chômage, celles des prix et de la fiscalité, la délinquance et sa pression permanente, le communautarisme, tout concourt à une "anxiogénéisation" des rapports humains et sociaux. Dans ce contexte, les premiers pas d'un nouveau Gouvernement sont décisifs. Ils doivent redonner confiance dans l'avenir, témoigner de la vigueur d'un cap, mettre en place rapidement des décisions de grande ampleur, le tout dans un souci d'unité nationale. Hélas, au regard des derniers mois, rien ne va dans ce sens. Les projets de lois présentés ou annoncés sont flous, de surface, et visent d'avantage à donner une apparence d'action qu'à agir durablement. Seuls les sujets dits « sociétaux », comme le mariage homosexuel, échappent à cette impéritie. Il est vrai que ce sont des sujets qui ne coûtent pas un centime d'euro à mettre en place. En revanche, ils n'obéissent pas au critère d'unité nationale qu'il évoquait plus haut mais, au contraire, risquent de diviser encore plus fortement et artificiellement notre pays, alors même que les sujets fondamentaux resteront intacts de tout développement sérieux. En conséquence de quoi, il lui demande quelles vraies actions le Gouvernement compte-t-il mettre en place, durant les prochains mois, pour redonner de l'espoir aux Français et agir sur le réel, en le surmontant et non en le subissant.